

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 5 juillet 1996, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "relatif à l'accréditation des installateurs de commutateurs domestiques et l'autorisation des installateurs pour leur propre compte", a donné le 24 mars 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 5 juli 1996 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende de erkenning van installateurs van huisschakelaars en de toelating van installateurs voor eigen rekening", heeft op 24 maart 1997 het volgende advies gegeven :

Préambule

1. L'alinéa 1er doit être omis.

2. L'alinéa 2, devenant l'alinéa 1er, s'écrit :

"Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 94, § 2, modifié par les lois des 12 décembre 1994 et 20 décembre 1995, et § 4;"

3. Les alinéas 3 et 4, qui ne constituent pas le fondement légal du projet, ne doivent pas être visés au préambule.

Cependant, en vertu des règles de légistique, les textes dont le rappel serait jugé utile pour la détermination de la portée d'un arrêté, peuvent faire l'objet d'un considérant.

En l'espèce, seul le troisième alinéa pourrait être maintenu comme considérant.

4. Le texte en projet devant être proposé par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, un alinéa 3 nouveau rédigé comme suit doit être inséré au préambule :

.../...

"Vu la proposition de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications;".

5. L'alinéa 5 sera déplacé à la fin du préambule.

Dispositif

Article 1er

Cette disposition totalement inutile (1) peut être omise; le chapitre II deviendra, dès lors, le chapitre premier et les numéros des autres chapitres ainsi que des articles devront être adaptés en conséquence.

Article 2 (devenant l'article 1er)

La notion "d'autorisation", visée dans l'alinéa 2, n'est pas prévue par l'article 94 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. Seules les notions d'"accréditation" et d'"agrément" y sont utilisées.

Cette différence terminologique est importante puisque, dans l'esprit du projet, la notion "d'autorisation"

(1) On constate un abus des définitions dans des textes pour la compréhension desquels elles sont superflues.

détermine le régime juridique applicable aux seuls installateurs de commutateurs "pour leur propre compte".

Dans un souci de sécurité juridique, la section de législation du Conseil d'Etat a déjà (1) invité les auteurs du projet à se conformer à la terminologie de la loi précitée.

Le terme "autorisation" sera, en conséquence, remplacé par le mot "accréditation".

Article 3

A la fin de l'article 3 du projet, on écrira :
" ... à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, ci-après dénommé l'IBPT."

Article 6

Il est rappelé que cette disposition ne peut pas s'interpréter comme permettant à l'IBPT de méconnaître les principes consacrés par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

(1) Voyez les avis nos L. 24.064/9 et L. 25.304/9.

Article 7

L'article 111, 3° et 4°, de la loi du 21 mars 1991 précitée porte une interdiction générale "de révéler ou de faire un usage quelconque de l'information, de l'identification et des données obtenues intentionnellement ou non et visées notamment au 3°, de les modifier ou de les annuler".

Comme les agents de l'IBPT sont soumis à cette interdiction, la deuxième phrase de la disposition est superflue et doit être omise.

Article 8

1. Au paragraphe 3, conformément à l'article 94, § 3, de la loi du 21 mars 1991, on remplacera les mots "rend une décision motivée" par les termes "fait une proposition motivée".

2. Au paragraphe 5, conformément à l'article 94, § 4, de ladite loi du 21 mars 1991, on remplacera les mots "ou son mandataire" par les termes "ou le fonctionnaire de l'IBPT qu'il délègue".

La même observation vaut pour les articles 9, 13 et 14 du projet.

.../...

Cela étant, il est proposé d'écrire :

"Après l'examen de la demande et s'il est fait droit à celle-ci, le Ministre ayant les télécommunications dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre, ou le fonctionnaire de l'IBPT qu'il délègue délivre l'accréditation.".

Article 15

Cette disposition gagnerait à être davantage précisée.

Il convient notamment d'indiquer à quel moment de la procédure l'intéressé sera entendu et comment il pourra prendre connaissance des griefs articulés ainsi que des motifs justifiant le retrait ou la suspension de l'accréditation.

Article 16

On n'aperçoit pas l'utilité de cette disposition qui est similaire à celle de l'article 3 du projet d'arrêté royal "portant fixation du montant des redevances en matière d'accréditation des installateurs de commutateurs domestiques et l'autorisation des installateurs pour leur propre compte" et qui a fait l'objet d'une critique dans l'avis L. 25.304/9 donné le 19 février 1997 par la section de législation.

.../...

Article 17

On s'interroge sur la compatibilité de cette disposition avec l'article 93 de la loi du 21 mars 1991, aux termes duquel "quiconque" peut mettre des appareils terminaux à disposition, les raccorder à l'infrastructure publique de télécommunications, les mettre en service et les entretenir.

Article 19

Le deuxième alinéa s'écrit :

"La liste contient les informations visées à l'article (18).".

Article 21

Le début de la disposition doit s'écrire :

"Art. ... Le demandeur doit disposer ...".

Article 22

1. La phrase introductive s'écrit :

"Art. ... Pour permettre à l'IBPT d'examiner la demande, les informations complémentaires suivantes sont fournies :".

.../...

2. Au 1), devenant le 1º, on précisera ce qu'il faut entendre par "antécédents du demandeur".

3. Le 4), devenant le 4º, s'écrira :

"4º si le demandeur exerce son activité par l'entremise d'une société commerciale, les statuts et le bilan de celle-ci;".

Ces observations valent mutatis mutandis pour l'article 34.

Article 23

1. Mieux vaut faire du texte figurant au c) un alinéa distinct rédigé comme suit :

"Si les compétences techniques ne peuvent pas être démontrées sur la base des critères énoncés à l'alinéa 1er, 3º, l'IBPT convoque et entend le demandeur au sujet de l'équipement qu'il compte installer.".

2. Le d), devenant le 3º, doit être reformulé pour devenir compréhensible. Que faut-il comprendre par "des procédures pour l'octroi d'un support technique et administratif suffisant" ?

.../...

La même observation vaut mutatis mutandis pour les articles 24 et 35.

Article 26

Tant l'article 26 que l'article 27 obligent le demandeur à fournir (1) la preuve à l'IBPT que l'installation a été effectuée conformément aux dispositions légales.

En vertu de l'article 94, § 5, de la loi précitée, l'IBPT vérifie la conformité des installations; le seul fait que les installateurs soient tenus de fournir la preuve que les installations ont été faites dans le respect des prescriptions légales, ne peut dispenser l'IBPT de sa mission de vérification des installations. Le texte en projet doit être revu.

Il s'impose d'autant plus de le revoir qu'en vertu de l'article 12 du projet d'arrêté royal "relatif au raccordement de commutateurs domestiques à l'infrastructure publique de télécommunications" (2) l'IBPT peut effectuer des vérifications des commutateurs domestiques mis en service afin d'en vérifier la conformité, ce qui "peut se faire entre autres dans le cadre de l'accréditation de

(1) Le texte devrait utiliser les mots "le demandeur fournit ..." plutôt que les mots "il fournit ...".

(2) Ce projet a fait l'objet de l'avis 24.851/9, donné le 22 avril 1996.

l'installateur, ainsi que dans le cadre de l'appréciation des conditions de compétence d'un installateur pour son propre compte ...".

Cette observation vaut mutatis mutandis pour les articles 38 et 39.

Article 27

Les mots "dispose de procédures pour procéder" seront remplacés par des formules plus correctes et compréhensibles.

Article 30

1. L'article 94, § 2, de la loi précitée, entend soumettre à accréditation, tant les installateurs que les réparateurs des commutateurs domestiques. Il est donc logique que celui qui recourt à la sous-traitance, s'assure au préalable que le sous-traitant est également accrédité.

2. Au paragraphe 4, a), devenant le 1^o, le terme "accrédité" est impropre; il faut écrire :

"1^o la réparation du matériel par le fabricant ou par un service de réparation agréé;".

.../...

Rapproché du paragraphe 3, le paragraphe 2, en tant qu'il institue une interdiction absolue de sous-traiter un contrat d'intervention, est de nature à créer une discrimination injustifiée entre installateurs accrédités.

Section III

Compte tenu de la remarque générale qui a été faite à propos des termes "autorisation d'installateurs pour leur propre compte", on modifiera la terminologie utilisée dans les articles 31, 32, 33 et 42.

Articles 31 et 32

Ces deux dispositions seront fusionnées.

L'alinéa 1er de l'article 31 nouveau s'écrira :

"Art. ... L'accréditation donnée au demandeur pour le commutateur domestique qu'il désigne couvre les travaux suivants :

1° ...;

2° ...;

3° ...".

.../...

Article 41

Ce texte en projet illustre l'observation finale ci-après au sujet de la mauvaise rédaction de l'arrêté en projet. Le Conseil d'Etat suggère de rédiger l'article 41 de la manière suivante :

"Art. ... Lorsque le demandeur décide de ne pas assumer l'entretien du commutateur domestique qu'il installe, il communique à l'IBPT l'identité de l'installateur accrédité avec lequel il a conclu un contrat d'intervention ou d'entretien.

Le demandeur envoie une copie de ce contrat à l'IBPT au plus tard le jour de la mise en service du commutateur domestique."

Article 42

Dès lors que l'article 94, § 4, de la loi précitée prévoit déjà les cas dans lesquels le ministre peut déléguer à un fonctionnaire de l'IBPT son pouvoir d'accorder ou de retirer les agréments et les accréditations, il faut écrire :

"Art. ... La délégation, prévue à l'article 94, § 4, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, du pouvoir d'accorder ou de retirer les agréments et les accréditations visées aux para-

.../...

graphes 1er à 3 du même article, est accordée à l'administrateur général de l'IBPT."

Observations finales

1. Le texte du projet est rédigé de manière particulièrement défectueuse; il contient des phrases et expressions imprécises ou redondantes, voire parfois totalement incompréhensibles.

Il doit être réécrit pour garantir, à la fois, sa correction sur le plan de la langue et la sécurité juridique.

2. On écrira "Chapitre premier" en toutes lettres.

3. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun d'eux ne comporte qu'un alinéa.

L'observation vaut pour les articles 4, 8, 25 et 30.

4. La subdivision en tirets, susceptible de créer des confusions lorsqu'une disposition sera ultérieurement citée, doit être évitée.

.../...

La première division d'une phrase doit se faire en 1º, 2º, 3º, etc., ceux-ci étant eux-mêmes éventuellement subdivisés en a), b), c), etc. et ces derniers en tirets.

Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

5. Les délais et les pourcentages s'écrivent en toutes lettres.

Ainsi, à l'article 28, c), devenant le 3º, on écrira "douze heures".

6. Dans un texte réglementaire, on doit éviter de faire usage de futur; mieux vaut utiliser l'indicatif présent.

L'observation vaut, notamment, pour les articles 4, 5, 8, 26 et 38.

Aanhef

1. Het eerste lid behoort te vervallen.
2. Het tweede lid, dat het eerste lid wordt, dient als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 94, § 2, gewijzigd bij de wetten van 12 december 1994 en 20 december 1995, en § 4;"
3. Het derde en het vierde lid, die niet de rechtsgrond van het ontwerp vormen, behoren niet als aanhefverwijzing voor te komen.

Krachtens de regels van de wetgevingstechniek echter kunnen de teksten waarvan de vermelding dienstig kan zijn om de strekking van een besluit te verduidelijken, in een considerans worden opgenomen.

In casu zou alleen het derde lid tot een considerans kunnen worden omgevormd.
4. Aangezien de ontworpen tekst behoort te worden voorgesteld door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, dient een als volgt luidend nieuw derde lid in de aanhef te worden ingevoegd :

.../...

"Gelet op het voorstel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;".

5. Het vijfde lid behoort naar het einde van de aanhef te worden verplaatst.

Bepalend gedeelte

Artikel 1

Deze bepaling, die geen enkel nut heeft (1), kan vervallen; hoofdstuk II wordt bijgevolg hoofdstuk I en de nummering van de overige hoofdstukken en artikelen behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

Artikel 2 (dat artikel 1 wordt)

Het begrip "toelating", dat in het tweede lid wordt gebruikt, komt niet voor in artikel 94 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven. Daarin worden alleen de begrippen "erkenning" en "goedkeuring" gebruikt.

(1) Al te vaak worden in teksten definities gebruikt terwijl ze voor een goed begrip van die teksten overbodig zijn.

Dat verschil in terminologie is van belang, aangezien volgens de geest van het ontwerp het begrip "toelating" het rechtsstelsel vastlegt dat alleen geldt voor de personen die "voor eigen rekening" schakelaars installeren.

Met het oog op de rechtszekerheid heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State de stellers van het ontwerp reeds verzocht (1) de terminologie van de voormelde wet over te nemen.

De term "toelating" behoort bijgevolg te worden vervangen door het woord "erkenning".

Artikel 3

Men schrijve in artikel 3, in fine, van het ontwerp :
"... aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, hierna te noemen het BIPT."

Artikel 6

Er wordt op gewezen dat deze bepaling niet aldus mag worden geïnterpreteerd dat het BIPT gemachtigd wordt de beginselen te schenden die gehuldigd worden in de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

(1) Zie de adviezen nrs. L. 24.064/9 en L. 25.304/9.

Artikel 7

Artikel 111, 3° en 4°, van de voormelde wet van 21 maart 1991 bevat een algemeen verbod om "de in (onder meer onderdeel) 3° bedoelde informatie, identificatie en gegevens die met of zonder opzet werden bekomen, kenbaar te maken, er enig gebruik van te maken, deze te wijzigen of ze te vernietigen."

Aangezien dat verbod geldt voor de ambtenaren van het BIPT, is de tweede zin van de bepaling overbodig en dient hij te vervallen.

Artikel 8

1. In paragraaf 3 vervange men, overeenkomstig artikel 94, § 3, van de wet van 21 maart 1991, de woorden "geeft een gemotiveerde beslissing" door de woorden "doet een gemotiveerd voorstel".

2. In paragraaf 5 vervange men, overeenkomstig artikel 94, § 4, van de wet van 21 maart 1991, de woorden "of zijn gemachtigde" door de woorden "of de door hem gemachtigde ambtenaar van het BIPT".

Deze opmerking geldt tevens voor de artikelen 9, 13 en 14 van het ontwerp.

Bovendien wordt voorgesteld te schrijven :

.../...

"Na onderzoek van de aanvraag en als de aanvraag wordt ingewilligd, verleent de Minister tot wiens bevoegdheid de telecommunicatie behoort, hierna te noemen "de Minister", of de door hem gemachtigde ambtenaar van het BIPT de erkenning.".

Artikel 15

Deze bepaling zou duidelijker moeten worden gesteld.

Er behoort inzonderheid te worden aangegeven in welk stadium van de procedure de betrokkene zal worden gehoord en hoe hij van de geuite grieven en van de redenen voor de intrekking of de schorsing van de erkenning kennis zal kunnen nemen.

Artikel 16

Het is niet duidelijk wat het nut is van deze bepaling die gelijkenis vertoont met die van artikel 3 van het ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het bedrag van de rechten betreffende de erkenning van installateurs van huisschakelaars en de toelating van installateurs voor eigen rekening", waarop kritiek is geuit in advies L. 25.304/9, dat op 19 februari 1997 door de afdeling wetgeving is gegeven.

.../...

Artikel 17

Er rijzen vragen in verband met het samengaan van deze bepaling met artikel 93 van de wet van 21 maart 1991, naar luid waarvan "iedereen" eindapparaten ter beschikking mag stellen, ze op de openbare telecommunicatie-infrastructuur mag aansluiten, ze in dienst mag stellen en ze mag onderhouden.

Artikel 19

In het tweede lid schrijve men :

"De lijst bevat de inlichtingen bepaald in artikel (18).".

Artikel 21

Men schrijve in het begin van deze bepaling :

"Artikel ... De aanvrager moet in een van de Lid-Staten van de Europese Unie of in een van ..., beschikken over ...".

.../...

Artikel 22

1. In de inleidende zin schrijve men :

"Art. ... Ten einde het BIPT in staat te stellen de aanvraag te onderzoeken, wordt de volgende aanvullende informatie verstrekt :".

2. In onderdeel 1), dat onderdeel 1º wordt, moet worden verduidelijkt wat onder "antecedenten van de aanvrager" moet worden verstaan.

3. In onderdeel 4), dat onderdeel 4º wordt, schrijve men :

"4º als de aanvrager zijn activiteit door middel van een handelsvennootschap uitoefent, de statuten en de balans van die vennootschap;".

Deze opmerkingen gelden mutatis mutandis tevens voor artikel 34.

Artikel 23

1. Het is raadzaam om van de tekst in onderdeel c) een als volgt gesteld afzonderlijk lid te maken :

.../...

"Als de technische bekwaamheid op basis van de criteria vermeld in het eerste lid, 3º, niet kan worden aangetoond, roept het BIPT de aanvrager op en hoort het hem over de apparatuur die hij wil installeren.".

2. Onderdeel d), dat onderdeel 3º wordt, moet anders worden geformuleerd om begrijpbaar te worden. Wat moet onder "procedures voor het verlenen van voldoende adequate technische en administratieve ondersteuning" worden verstaan ?

Deze opmerking geldt mutatis mutandis ook voor de artikelen 24 en 35.

Artikel 26

Zowel in artikel 26 als in artikel 27 wordt de aanvrager ertoe verplicht aan het BIPT het bewijs te leveren (1) dat de installatie overeenkomstig de wettelijke bepalingen is geschied.

Krachtens artikel 94, § 5, van de voormelde wet gaat het BIPT de conformiteit van de installaties na; het feit alleen dat de installateurs gehouden zijn het bewijs te leveren dat de installatie overeenkomstig de wettelijke bepalingen is geschied, kan het BIPT niet ontslaan van zijn

(1) In de tekst zouden de woorden "levert de aanvrager ..." moeten worden gebruikt in plaats van de woorden "levert hij ...".

taak om de installaties te controleren. De ontworpen tekst dient te worden herzien.

Het herzien van de tekst is des te noodzakelijker daar het BIPT krachtens artikel 12 van het ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de aansluiting van huisschakelaars op de openbare telecommunicatie-infrastructuur" (1) de in gebruik genomen huisschakelaars kan controleren om de conformiteit ervan na te gaan, wat "onder meer (kan) gebeuren in het kader van de erkenning van de installateur, alsmede in het kader van de beoordeling van de bekwaamheidsvereisten van een installateur voor eigen rekening ...".

Deze opmerking geldt mutatis mutandis tevens voor de artikelen 38 en 39.

Artikel 27

De woorden "procedures voorhanden te hebben voor het uitvoeren van" dienen te worden vervangen door een correctere en beter verstaanbare formulering.

(1) Over dat ontwerp is op 22 april 1996 advies L. 24.851/9 uitgebracht.

Artikel 30

1. Artikel 94, § 2, van de voormelde wet, strekt ertoe zowel de installateurs als de herstellende van huisschakelaars aan een erkenning te onderwerpen. Het is dan ook logisch dat wie een beroep doet op onderaannemers zich er vooraf van vergewist dat ook de onderaannemer erkend is.

2. In paragraaf 4, a), dat onderdeel 1° wordt, is de term "erkende" niet geschikt; men schrijve :

"1° de herstelling van materiaal door de fabrikant of door een goedgekeurde herstellingsdienst;".

In samenhang gelezen met paragraaf 3, is paragraaf 2, in zoverre hij bepaalt dat het volstrekt verboden is om een interventiecontract in onderaanneming te geven, van aard om onder erkende installateurs een ongerechtvaardigde ongelijke behandeling in te stellen.

Afdeling III

Gelet op de algemene opmerking die over de woorden "toelating van installateurs voor eigen rekening" is gemaakt, dient de in de artikelen 31, 32, 33 en 42 gebruikte terminologie te worden gewijzigd.

.../...

Artikelen 31 en 32

Deze beide bepalingen behoren te worden samengevoegd.

Het eerste lid van het nieuwe artikel 31 behoort als volgt te worden geschreven :

"Art. De erkenning verleend aan de aanvrager voor de huisschakelaar die hij aanwijst, geldt voor de volgende werkzaamheden :

1° ...;

2° ...;

3° ...;".

Artikel 41

De ontworpen tekst is een treffend voorbeeld van de slotopmerking betreffende de slechte redactie van het ontworpen besluit. De Raad van State stelt voor artikel 41 als volgt te redigeren :

"Art. ... Wanneer de aanvrager beslist het onderhoud van de huisschakelaar die hij installeert niet zelf uit te voeren, deelt hij aan het BIPT de identiteit mee van de erkende installateur met wie hij een interventie- of onderhoudscontract heeft gesloten.

.../...

De aanvrager stuurt een kopie van dat contract naar het BIPT uiterlijk de dag dat de huisschakelaar in dienst wordt genomen.".

Artikel 42

Aangezien de gevallen waarin de minister zijn bevoegdheid tot het toekennen of intrekken van de goedkeuringen of de erkenningen aan een ambtenaar van het BIPT kan overdragen reeds in artikel 94, § 4, van de voormelde wet zijn bepaald, schrijve men :

"Art. Met toepassing van artikel 94, § 4, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven wordt de bevoegdheid tot het toekennen of intrekken van de goedkeuringen of de erkenningen bedoeld in de paragrafen 1 tot 3 van hetzelfde artikel, toegekend aan de administrateur-generaal van het BIPT.".

Slotopmerkingen

1. De ontworpen tekst is bijzonder gebrekkig gesteld; hij bevat zinnen en uitdrukkingen die onduidelijk of overtoollig, of zelfs totaal onbegrijpelijk zijn.

Hij moet worden herschreven om de taalkundige correctheid ervan en de rechtszekerheid te garanderen.

.../...

2. In de Franse tekst behoort "Chapitre premier" voluit te worden geschreven.

3. Een artikel behoort niet in paragrafen te worden ingedeeld wanneer elke paragraaf uit slechts één lid bestaat.

Deze opmerking geldt voor de artikelen 4, 8, 25 en 30.

4. Men vermijde de indeling in streepjes, die tot verwarring kan leiden wanneer later naar een bepaling wordt verwezen.

De eerste onderverdeling van een volzin geschiedt in 1º, 2º, 3º, enz., die eventueel zelf verder kunnen worden onderverdeeld in a), b), c), enz., welke op hun beurt in streepjes kunnen worden onderverdeeld.

Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

5. Termijnen en percentages worden voluit geschreven.

Zo schrijve men in artikel 28, c), dat onderdeel 3º wordt, "twaalf werkuren".

.../...

6. In een verordeningstekst dient het gebruik van de toekomstige tijd te worden vermeden; het is beter de onvoltooid tegenwoordige tijd te gebruiken.

Deze opmerking geldt onder meer voor de artikelen 5, 7, 8 en 19.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

C.-L. CLOSSET,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,

J. van COMPERNOLLE,

assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. M. BAUWENS, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coor-
dination a été rédigée et
exposée par Mme P. VANDERNACHT,
référéndaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. M. BAUWENS, adjunct-
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opge-
steld en toegelicht door
Mevr. P. VANDERNACHT, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la ver-
sion française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. R. ANDERSEN,
président de chambre.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN,
kamervoorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

C.-L. CLOSSET